

Dans une Amérique en crise : quelle rupture après Bush ?¹

Jamais campagne présidentielle n'aura entraîné une telle inflation de dépenses électorales. Pour autant, il faudra attendre le 5 février et le « super tuesday » pour connaître – peut-être – les deux adversaires en lice en novembre. Une constante, toutefois, se dégage : les Américains ont hâte de se « libérer » de la présidence Bush. Tous les candidats ont donc ce même mot à la bouche : changement. Avec plus ou moins de conviction.

Jusque là, l'hypothèse n'avait pris corps que dans les séries télé et les films *politically correct*. Comme s'il fallait affirmer sans frais que tout est possible dans la « plus grande démocratie du monde. » Et voilà que la réalité rejoint la fiction. Barack Obama, né à Honolulu d'un père noir du Kenya, économiste et athée, et d'une mère blanche du Kansas, à la fois descendante d'un des premiers présidents des Etats-Unis et d'ascendance indienne cherokee, pourrait succéder à George W. Bush, l'homme des multinationales du pétrole, des sales combines et du complexe militaro-industriel. C'est dans une Amérique travaillée par les néo-conservateurs, qu'Obama s'est construit à grande vitesse la stature d'un candidat crédible, capable de rivaliser à armes égales avec des rivaux issus de l'establishment blanc, armé pour faire la course à l'investiture en vainqueur potentiel, C'est déjà là une grande première. « *Ils disaient que ce jour ne viendrait jamais* », a-t-il lancé le soir du caucus de l'Iowa. Un métis à la Maison-Blanche ? La réponse viendra à la fin août, lors de la convention démocrate.

Mais si ce n'est l' « homme de couleur », alors, c'est une femme qui portera les couleurs de son parti. Une autre innovation. Certes, Hilary Clinton, qui a longtemps cultivé l'image de « la » candidate sans rival, est aussi apparue pour ce qu'elle est, une politicienne aux dents longues avant de réaligner son discours. Elle a entamé sa campagne par un gadin malgré des dépenses folles et une équipe de cadors drivée par Bill, son « past president » de mari. Avant de revenir en piste grâce à sa courte victoire dans le New Hampshire. Mais en tanguant sur la corde raide et avant de rechuter en Caroline du sud. John Edwards, le « troisième homme » des démocrates, qui devra tôt ou tard jeter l'éponge, apportera vraisemblablement son soutien au sénateur de l'Illinois, qui a reçu l'appui d'une bonne partie du clan Kennedy.

« Mauvaise voie »

Comme attendu, les champions des deux partis devront attendre encore un moment avant d'être adoués – au moins jusqu'au "Tsunami Tuesday", le mardi 5 février, quand se dérouleront 22 primaires, dont certaines dans des Etats peuplés qui envoient un nombre considérable de délégués aux conventions des deux partis (New York, la Californie ou le Massachusetts) et plusieurs dans des Etats du Sud importants (Arizona, Géorgie, Tennessee, etc.). D'ici là, la campagne – qui s'est ouverte en réalité au lendemain des élections législatives de novembre 2006 - va monter en intensité et les dagues vont s'aiguïser. Mais quelles réponses seront-elles fournies aux 70% des citoyens, qui à la fin de l'an dernier, estimaient dans un sondage que leur pays est « *sur la mauvaise voie* », signe, à tout le moins, d'une grande morosité. Désormais, une chose saute aux yeux : une majorité de citoyens américains veulent tourner la page des années Bush. Mais que fera de ce constat le prochain président, qu'il soit basané, excellent tribun mais aujourd'hui sans programme clairement identifiable, une femme qui évite de se mouiller tout en cultivant un discours néo-interventionniste ou un des candidats républicains qui, comme les démocrates, surjouent « *leur proximité sociale et leur compréhension des hantises de la 'classe moyenne' en bombardant les ondes de spots publicitaires financés par les lobbies des grandes entreprises* » ?

¹ Analyse parue dans le N° 341 du *Journal du mardi*, 5 février 2008.

² « Primaires américaines : rompre avec la présidence Bush », par Serge Halimi, sur le site électronique du Monde diplomatique.

Le scrutin ne manque pas d'enjeux essentiels, comme les suites à donner aux guerres en Irak et en Afghanistan, les relations avec l'Iran, le réchauffement planétaire, le logement, l'emploi, la flambée des prix pétroliers, la stagnation industrielle, les pensions ou les soins de santé. Les priorités exprimées par les sondages ont placé en tête les problèmes sociaux (santé, précarité, salaires, hausses des prix...). S'y ajoute l'angoisse de la récession annoncée par la crise de l'immobilier. La guerre au Moyen-Orient est passée en deuxième position, comme si l'obligation d'y mettre fin était désormais acquise – 70% des Américains pensent que l'invasion était une erreur.

Les candidats entendront-ils les préoccupations de l'opinion ? Alors que « *les Américains ne croient plus que leurs enfants feront mieux qu'eux* », que « *nous avons affaire à un pays déprimé, à la recherche du changement et d'un peu d'optimisme* »³. Mme Clinton, face à Obama qui se positionne comme le « *candidat du changement* », tente de récupérer un thème devenu si populaire dans l'opinion publique. Selon *The American Prospect*, revue de gauche, « *Elle sait qu'elle a besoin d'une plus grande histoire à raconter, qui soit tournée vers l'avenir, et elle va la trouver*, a écrit Dana Goldstein sur le site de la revue. *Et peut-être que, John Edwards étant bientôt sorti du paysage réaliste, Clinton va s'adresser plus fortement à sa base naturelle de démocrates de la classe laborieuse.* » « *Le vrai pari, ce serait de rester sur les mêmes pensées, le même jeu, encore et encore, c'est un pari que nous ne pouvons pas nous permettre* » assène volontiers Obama. Celui-ci, avec son credo - « *Change* » - prône une « *nouvelle majorité* » capable d'« *insuffler la confiance* » qui a déserté les Américains. Il mise sur les jeunes générations et les « *indépendants* », moteurs du « *changement* ». Il promet de faire table rase du passé en rassemblant « *jeunes et vieux, blancs et noirs (..) démocrates et indépendants et républicains* ».

Bye, bye, Bush

Le patriotisme interventionniste et guerrier ne fait plus recette. Les lendemains économiques apparaissent bien gris. Une plongée de l'économie des États-Unis dans la récession apparaît désormais presque inéluctable. Les données officielles pourraient confirmer la perspective d'une croissance à peine positive, voire négative au cours de ce premier trimestre 2007. Et les clignotants d'alerte se multiplient. Le chômage est passé, d'après les données officielles, de 4,7 % à 5 % de la population active en décembre. Et la crise consécutive à l'explosion de la formidable bulle immobilière commence à toucher très sérieusement la sphère sociale. Les statistiques montrent que 49 000 salariés ont perdu, le mois dernier, leur emploi dans le seul secteur de la construction. Mais à de rares exceptions près, tous les secteurs sont touchés. Dans les services et le commerce de détail, quelque 24 000 emplois ont disparu en dépit de la période des fêtes.

On parle maintenant de retour de la stagflation (stagnation économique plus inflation) comme dans les années 1980. D'une part, le dollar faible et l'explosion des prix des matières premières (dont le pétrole à plus de 100 dollars le baril) nourrissent une hausse des prix. D'autre part, la crise financière, et la raréfaction du crédit qui en découle, provoque une contraction de l'activité. L'inquiétude s'amplifie donc au sein des classes moyennes, celles-là même qui font les présidents.

« *Tout ce qui évite de rappeler l'Irak et George Bush aux électeurs est pain béni* » a constaté la correspondante du *Monde* à Washington. Il s'agit donc de marquer sa différence, avec l'hôte de la Maison Blanche. « *Aucun des amis politiques de George Bush ne lui a demandé de prendre une part active dans la campagne. A l'inverse : Bush, déjà, est poussé dans les tréfonds de l'histoire* », notait un observateur. Et, il faut l'espérer, la coalition républicaine qui a été au pouvoir depuis l'élection de Ronald Reagan en 1980 et même un peu avant. Cette coalition est en train de s'effriter. Il y avait d'abord les fondamentalistes culturels et religieux. Il y avait ceux pour qui il fallait réduire à tout prix le rôle du gouvernement et, surtout, réduire les impôts. Enfin, il y avait les néoconservateurs qui voulaient une politique étrangère agressive, pour qui il fallait assurer l'hégémonie

³ « *La course des primaires est lancée* », Chuck Todd, directeur politique de *NBC News*, cité dans *Le Monde* du 2 janvier 2007

américaine. Ce sont tous ceux-là qui, peut-être, sont aujourd'hui en échec. Comme l'a écrit le *New York Times*, "même les républicains reconnaissent que c'est la fin d'une ère, alors que G.W. Bush est toujours au plus bas dans les sondages". Quant aux démocrates, "ils n'ont jamais été aussi exaltés".

A la rue ?

La crise des crédits hypothécaires touchera 1 400 000 familles de plus en 2008 selon une enquête publiée par la récente conférence des maires des États-Unis qui représentent plus de 1100 villes. Des élus qui s'inquiètent des conséquences des saisies sur la croissance, l'emploi et les revenus. Et de leurs répercussions sur les cités délaissées où la criminalité croît, alors que des élus sont déjà contraints de réduire les effectifs municipaux. « Il n'y a pas longtemps des économistes disaient que l'immobilier était l'épine dorsale de notre économie, aujourd'hui la crise des crédits a le potentiel de briser l'épine dorsale de notre économie » a estimé le maire de Trenton. Le document final de la conférence prévoyait en 2008 une chute des prix de l'immobilier de 7 % (16 % en Californie), la baisse de la consommation de 2 %, et un effondrement des mises en chantier.

Pour l'économiste Paul Jorion, auteur d'un livre prémonitoire paru l'année dernière sous le titre « *Vers la crise du capitalisme américain ?* »⁴, « C'est la finance dans sa totalité qui plonge dans une crise, qui va s'étendre de l'immobilier aux autres secteurs, dans la mesure où elle est le squelette de l'économie. Les mises en garde n'ont pas été écoutées. »

« Nous assistons aux conséquences de la disparition programmée de l'État providence par la déréglementation. En renforçant la loi du plus fort, cela a conduit les États-Unis à une catastrophe inédite, que je ne peux que comparer à celle de 1929. Il n'y aura pas d'autre choix que rétablir l'État providence, quel que soit le candidat élu, pour sortir de l'impasse à la manière de Roosevelt. Ceux qui pensent que la main invisible du marché apportera la solution oublient qu'elle ne fonctionne que lorsque tout va bien. Les 'solutions américaines' ne marchent plus aux États-Unis depuis huit ans.»

⁴ Collection « Recherches », La Découverte.

Un scrutin à plusieurs degrés

Et maintenant ?

* **5 février** : "Super-mardi" avec des primaires et caucus dans 22 Etats côté démocrate dont ceux de New York (nord-est) et de Californie (ouest) et plusieurs Etats du Sud. Des primaires et des caucus sont organisés dans une vingtaine d'Etats, dont également New York et la Californie, côté républicain.

* **4 mars** : Primaires dans cinq Etats dont le Texas (sud) et l'Ohio (nord).

* **3 juin** : Dernières primaires démocrates (Montana, nord-ouest, et Dakota du Sud, nord). Derniers caucus républicain (Dakota du sud). Dans un système bipolaire fermé, ne participent pratiquement que les sympathisants démocrates ou républicains. D'importantes masses de citoyens se trouvent ainsi disqualifiés.

* **25 au 28 août** : Convention démocrate à Denver (Colorado, ouest)

* **1er au 4 septembre** : Convention républicaine à Minneapolis (Minnesota, nord)

Les conventions investissent leur candidat et son vice-président. A deux, ils forment le « ticket ». Chaque Etat envoie un nombre de délégués proportionnel à sa population. Le candidat arrivé en tête dans chaque Etat emporte l'ensemble des délégations.

* **4 novembre** : Election présidentielle. Les américains ne désignent pas directement leur président, mais des « grands électeurs », démocrates ou républicains, qui seront au nombre de 538 (435 représentants, 100 sénateurs, 3 pour Washington D.C.). Le nombre de grands électeurs varie en fonction du poids démographique de chaque Etat. Le ticket obtenant le plus de voix dans un Etat obtient la voix de l'ensemble des grands électeurs de cet Etat (seuls le Maine et le Nebraska ont adopté des systèmes de répartition proportionnelle). Le principe est celui du « winner takes all » (le gagnant emporte la mise). Les grands électeurs se réunissent ensuite pour désigner le président.

* **15 décembre** : Proclamation officielle des résultats par le collège électoral.

* **20 janvier 2009** : Entrée en fonction du 44e président des Etats-Unis.

L'ascension d'Obama

La rapide ascension de Barack Obama dans la foulée de son succès lors des caucus de l'Iowa ouvrira-t-elle une nouvelle page dans l'histoire des relations entre Blancs et Noirs aux Etats-Unis ?

Pour les observateurs de la scène politique américaine, elle ébranle les idées reçues concernant les Noirs américains dans la politique américaine. Les Afro-Américains connaissent, en moyenne, une espérance de vie inférieure à celle des Blancs, malgré le développement d'une classe moyenne noire depuis le mouvement en faveur des libertés civiles des années 1960. Ils continuent, en moyenne, à gagner moins que les Blancs et la proportion d'entre eux qui est un jour, arrêtée, inculpée, emprisonnée, est plus grande que chez les Blancs. C'est dans les villes que ces disparités sont les plus importantes.

Cela dit, la séduction qu'exerce Obama parmi des électeurs blancs tient, pour partie, à ses racines multiculturelles, étant de mère blanche et de père kényan et ayant grandi d'abord à Hawaï puis en Indonésie, puis de nouveau à Hawaï. Cet aspect, de même que son message optimiste, le distinguent des autres hommes politiques noirs et l'aident à ne pas apparaître comme « menaçant ». *« Pour devenir le premier président noir, il ne semble pas envisager la chose de ce point de vue (de la couleur de peau). Il veut simplement que les gens votent pour lui parce qu'il est le bon candidat »*, a déclaré un gérant de café de Scottsdale, dans l'Arizona.

Face aux critiques du clan Clinton sur la faible expérience d'Obama, seul membre noir du Sénat, ses militants à Harlem évoquent son parcours professionnel et son bilan politique. Diplômé de la prestigieuse université de Columbia, il a exercé comme travailleur social dans un quartier défavorisé de Chicago, avant de devenir avocat spécialiste dans la lutte contre les discriminations raciales.

Barack Obama n'hésite pas à s'en prendre aux habitudes de la Maison Blanche et du Congrès, il tranche avec un certain consensus social et politique de la classe dirigeante. Ses attaques les plus dures contre l'administration Bush portent sur l'augmentation de la dette des Etats-Unis, l'augmentation du prix de l'accès aux soins pour les malades, et l'échec de la politique étrangère conduite par George W. Bush. Obama est un opposant de toujours à l'intervention américaine en Irak. Ses déclarations, au moment où il annonçait officiellement sa candidature, ont été claires sur ses intentions. *« Il est temps de tourner la page ; il est temps de ramener nos soldats à la maison. Faire savoir aux Irakiens que nous ne resterons pas pour toujours dans leur pays est le seul espoir que nous ayons d'amener chiïtes et sunnites à la table des négociations. »*

Les candidats encore en lice

Chez les démocrates

* HILLARY CLINTON, 60 ans, sénatrice de New York. L'ex-First Lady a une chance raisonnable de devenir la première femme élue à la présidence des Etats-Unis. Favorite de la primaire démocrate au niveau national, elle a dû repenser sa stratégie après sa défaite inaugurale dans le caucus de l'Iowa. Sa victoire inattendue dans le New Hampshire et son succès dans les caucus du Nevada ont donné une impulsion nouvelle à sa campagne mais son avance dans les sondages au niveau national s'est réduite.

* BARACK OBAMA, 46 ans, sénateur de l'Illinois. Né d'un père originaire du Kenya, il caresse l'espoir de devenir le premier noir élu à la présidence des Etats-Unis. Rival le plus sérieux de Clinton, sa victoire en Caroline du Sud a donné une nouvelle impulsion à sa campagne en vue du "Super Mardi".

* JOHN EDWARDS, 54 ans, ancien sénateur de Caroline du Nord, avait déjà brigué l'investiture de son parti en 2004. Devancé par John Kerry, il s'était allié à lui sur le "ticket démocrate", battu par George Bush.

Chez les républicains :

* JOHN MCCAIN, 71 ans, sénateur de l'Arizona. Ancien aviateur dans la Navy, il est resté prisonnier cinq ans et demi au Vietnam. Celui qui pourrait devenir le président américain le plus âgé à entamer un mandat s'il était

élu était donné définitivement perdu il y a six mois. Sa victoire dans le New Hampshire l'a replacé dans le peloton de tête. En l'emportant en Caroline du Sud, il a prouvé qu'il peut attirer l'électorat conservateur.

* MITT ROMNEY, 60 ans, ancien gouverneur du Massachusetts diplômé de Harvard. Homme d'affaires multimillionnaire, il ambitionne de devenir le premier mormon à accéder à la Maison blanche. Ses positions sur l'avortement ont varié. Ses deuxièmes places dans l'Iowa et le New Hampshire ont handicapé sa campagne. Sa victoire dans le Michigan l'a relancé, démontrant que son discours économique trouvait un écho.

* RUDY GIULIANI, 63 ans, ancien maire de New York. Considéré par beaucoup comme un héros pour sa gestion des attentats du 11 septembre 2001. Libéral sur les questions de société, il a fait l'impasse sur les premiers rendez-vous de la course à la Maison blanche. Le pari est jugé risqué.

* MIKE HUCKABEE, 52 ans, ancien gouverneur de l'Arkansas. Ancien pasteur baptiste, il est opposé à l'avortement et au mariage homosexuel. Réputé pour son sens de l'humour, il est critiqué pour son manque de connaissances en politique étrangère. En ne parvenant pas à décrocher la primaire de Caroline du Sud, premier test dans le Sud conservateur des Etats-Unis, il a perdu de son crédit.

|